

## Elections indiennes: 3 défis pour stimuler l'économie et soutenir la croissance du pays

- En 2018, l'Inde a enregistré le meilleur taux de croissance du PIB parmi les pays du G20 (+7,4%). Cependant, depuis la fin de l'année, l'économie indienne s'est considérablement affaiblie : la croissance a ralenti au Q4 2018 (+6,6% sur 12 mois glissants). Euler Hermes estime que la croissance économique indienne a encore ralenti au T1 2019 (+6,2%).
- Toutefois, si l'Inde parvient à tirer parti du prochain cycle économique, le PIB du pays pourrait atteindre la taille du PIB allemand (plus de 4 000 Mds USD) d'ici 2025.
- Pour stimuler son économie, le prochain gouvernement indien devra ajuster sa politique économique pour se concentrer sur l'ouverture du pays, l'investissement dans les infrastructures et le renforcement de la consommation privée.

**PARIS, 23 MAI 2019** – En pleine période électorale, Euler Hermes décrypte les enjeux de l'économie indienne. Le leader mondial de l'assurance-crédit identifie trois défis que le nouveau gouvernement devra relever pour stimuler l'économie et soutenir une croissance durable et solide à long terme. Focus.

### Un tournant important pour l'économie indienne

En 2018, l'Inde a enregistré le meilleur taux de croissance du PIB parmi les pays du G20 (+7,4%), devant la Chine (+6,6%). Une performance qui résulte d'une meilleure gestion des politiques macroéconomiques et d'une orientation plus claire des politiques appliquées. Cependant, selon les calculs d'Euler Hermes, la croissance économique indienne a ralenti au T1 2019 (+6,2%). En cause, une consommation privée moindre et des incertitudes entourant l'issue des élections.

Toutefois, le modèle indien semble en mesure de tirer avantage du prochain cycle économique mondial. L'économie indienne pourrait ainsi atteindre d'ici 2025 la taille de l'économie allemande (plus de 4 000 Mds EUR). Et pour y parvenir, le prochain gouvernement indien devra relever 3 défis majeurs.

### **Défi n°1 : ouvrir ses marchés aux capitaux étrangers et réduire le nombre de mesures protectionnistes**

Malgré les efforts de l'administration Modi pour ouvrir les marchés indiens aux capitaux étrangers, il reste encore un long chemin à parcourir pour combler les lacunes financières du pays et proposer des opportunités aux investisseurs du monde entier. Les ressources financières indiennes sont limitées, avec une dette publique élevée (la dette globale du gouvernement représente environ 70% du PIB), un secteur bancaire contraint par de nombreux actifs non-performants, et une épargne trop faible comparée aux investissements. Pour continuer d'attirer les investisseurs, il sera donc primordial de maintenir le rythme actuel de réformes.

Par ailleurs, afin de stimuler le commerce, une importante réduction du nombre de mesures protectionnistes apparaît également nécessaire. Actuellement, les taxes à l'importation imposées par l'Inde figurent parmi les plus élevées dans le monde. Par exemple, l'Inde applique la clause de la Nation la Plus Favorisée (NPF, règle de l'OMC), ce qui fixe ses taxes à l'importation à 13,8%. Pour comparaison, en 2017, les taxes à l'importation chinoises s'élevaient à 9,8%. Ainsi, le marché indien de biens et services est difficile d'accès pour les entreprises étrangères.

## **Défi n°2 : mettre en place une nouvelle stratégie d'investissement dans les infrastructures, en se concentrant particulièrement sur la transformation digitale**

En parallèle, une amélioration drastique des infrastructures indiennes semble essentielle pour stimuler les échanges domestiques et accélérer le rattrapage économique. Cette mission s'est avérée compliquée lors des précédentes années en raison d'un manque de financement et de contraintes techniques et législatives.

Le gouvernement Modi estimait que le pays avait besoin d'un investissement dans les infrastructures de 150 Mds USD par an entre 2017 et 2022 pour créer un environnement de croissance durable. « *Cependant, en utilisant l'outil de simulation de la Banque Mondiale, nous avons calculé que le besoin d'investissement indien dans les infrastructures s'élève plutôt à 203 Mds USD par an. L'accent doit particulièrement être mis sur les infrastructures liées à l'énergie et aux transports* », estime Alexis Garatti, Directeur des Etudes Economiques chez Euler Hermes

Une libéralisation plus prononcée des marchés financiers indiens pourrait alléger cette charge financière. En améliorant l'accès des investisseurs privés étrangers aux marchés indiens, ces derniers pourraient contribuer au financement des projets d'infrastructures.

De plus, alors que l'Inde est le numéro 2 mondial des ventes de téléphones mobiles et des souscriptions à un abonnement internet, seulement 37% de la population locale avait accès à internet en 2018 (53% à l'échelle mondiale). Le pays pourrait aller plus loin en matière de digitalisation, surtout quand on se penche sur son énorme potentiel : le nombre d'utilisateurs d'internet a cru de +17% en Inde en 2017-2018. Soutenir la digitalisation bénéficierait à de nombreux secteurs, dont les constructeurs d'infrastructures.

## **Défi n°3 : renforcer la consommation privée**

Il s'agit du dernier défi à relever, car il permettrait à la demande domestique d'être soutenue de manière durable. Alors que la stratégie d'investissements dans les infrastructures soutiendra l'emploi et les revenus, une stratégie de redistribution efficace des richesses sera nécessaire pour réduire les inégalités croissantes.

En ce sens, les autorités pourraient fournir plus de ressources aux ménages indiens, en investissant par exemple dans la santé et l'éducation. De plus, la mise en place d'un salaire minimum garanti aiderait à renforcer la consommation privée. Les secteurs du B2C, comme l'électronique domestique et les équipements électriques, l'automobile, la pharmaceutique ou les services aux particuliers bénéficieraient particulièrement d'une telle stratégie de redistribution.

\*\*\*\*\*

## **Contacts médias**

### **EULER HERMES FRANCE**

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43  
[maxime.demory@eulerhermes.com](mailto:maxime.demory@eulerhermes.com)

### **FOOTPRINT CONSULTANTS**

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80  
[cjacquet@footprintconsultants.fr](mailto:cjacquet@footprintconsultants.fr)

### **EULER HERMES GROUP**

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14  
[jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com](mailto:jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com)

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80  
[qgiudicelli@footprintconsultants.fr](mailto:qgiudicelli@footprintconsultants.fr)

## **Réseaux sociaux**



Suivez-nous sur Twitter [@eulerhermesFR](https://twitter.com/eulerhermesFR)



Suivez-nous sur LinkedIn [Euler Hermes France](https://www.linkedin.com/company/euler-hermes-france/)



Suivez-nous sur YouTube [Euler Hermes France](https://www.youtube.com/channel/UC...)

## **Prévoir les risques commerciaux et d'impayés aujourd'hui, c'est protéger la trésorerie demain**

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 5 800 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,7 milliards d'euros en 2018 et garantissait 962 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2018. Plus d'informations: [eulerhermes.com](http://eulerhermes.com)



Cautionary note regarding forward-looking statements: The statements contained herein may include prospects, statements of future expectations and other forward-looking statements that are based on management's current views and assumptions and involve known and unknown risks and uncertainties. Actual results, performance or events may differ materially from those expressed or implied in such forward-looking statements. Such deviations may arise due to, without limitation, (i) changes of the general economic conditions and competitive situation, particularly in the Allianz Group's core business and core markets, (ii) performance of financial markets (particularly market volatility, liquidity and credit events), (iii) frequency and severity of insured loss events, including from natural catastrophes, and the development of loss expenses, (iv) mortality and morbidity levels and trends, (v) persistency levels, (vi) particularly in the banking business, the extent of credit defaults, (vii) interest rate levels, (viii) currency exchange rates including the euro/US-dollar exchange rate, (ix) changes in laws and regulations, including tax regulations, (x) the impact of acquisitions, including related integration issues, and reorganization measures, and (xi) general competitive factors, in each case on a local, regional, national and/or global basis. Many of these factors may be more likely to occur, or more pronounced, as a result of terrorist activities and their consequences.